

Note explicative accompagnant les modifications introduites dans la seconde publication de la proposition de révision ciblée du RGEC

La Commission lance la seconde consultation publique sur la révision ciblée du RGEC au moment où nous connaissons une crise sans précédent liée aux conséquences de la pandémie de Covid-19. Les États membres de l'UE tentent de prêter secours afin d'atténuer les retombées économiques de cette crise dans tous les secteurs de l'économie. La Commission, qui est parfaitement consciente de la gravité de la situation, a publié l'encadrement temporaire, qui précise dans quelles conditions les interventions publiques mises en œuvre dans la crise actuelle sont compatibles avec le fonctionnement du marché intérieur. Cependant, il convient de poursuivre également la préparation de l'après-crise de manière à ce que la révision ciblée du règlement général d'exemption par catégorie soit terminée à temps pour le lancement du prochain cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027.

La présente note a pour objet de clarifier et d'expliquer les principales modifications introduites dans la proposition de modification du règlement général d'exemption par catégorie (le «RGEC») qui accompagnera le prochain cadre financier pluriannuel (le «CFP»). Elle fait suite à la première consultation publique et se fonde sur les informations recueillies à l'issue de cette consultation. Les modifications sont présentées pour chacun des trois domaines couverts par la proposition de RGEC:

- les projets de coopération territoriale européenne («CTE»);
- les projets de RDI ayant reçu le label d'excellence au titre des programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe, ainsi que les projets de cofinancement et les actions de formation d'équipes relevant des programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe;
- les financements nationaux combinés à un financement au titre du Fonds InvestEU.

Coopération territoriale européenne

La proposition mise à jour de modification du RGEC intègre les principales modifications suivantes relatives à la coopération territoriale européenne (CTE):

- Intensité de l'aide: la Commission a aligné l'intensité de l'aide proposée à l'article 20 sur le taux de cofinancement prévu dans le projet de règlement CTE pour tous les partenaires du projet afin de simplifier la gestion des projets de CTE et de réduire la charge administrative.
- Dispositions concernant la communication des informations et rapports et le contrôle: la Commission a simplifié les dispositions concernant la communication des informations et rapports et le contrôle pour les montants d'aide limités octroyés au titre de l'article 20 *bis*. Son intention est de permettre le financement des projets de CTE qui réunissent de nombreux participants recevant chacun des montants d'aide très faibles et pour lesquels elle estime approprié de limiter la charge administrative au vu des montants d'aide très faibles.

RDI

La proposition mise à jour de modification du RGEC intègre les principales modifications suivantes relatives à la RDI:

- Précisions: plusieurs précisions sont apportées aux dispositions, notamment en ce qui concerne le taux de financement autorisé dans le cadre des programmes Horizon. Sur

la base des observations reçues dans le cadre de la consultation publique, la Commission a également supprimé les précisions figurant initialement dans les définitions des activités admissibles en ce qui concerne le niveau de maturité technologique, le but étant de faire clairement savoir que l'introduction proposée à l'origine ne visait pas à entraîner un changement de fond. Dans un souci de clarté et de lisibilité, la Commission a également scindé les articles initialement proposés pour ce qui est de la RDI en quatre articles distincts couvrant 1) les aides en faveur de projets ayant reçu un label d'excellence de qualité, 2) les aides en faveur des actions Marie Skłodowska-Curie et «validation de concept» du CER, 3) les aides en faveur de projets de recherche et de développement cofinancés et 4) les actions de formation d'équipes.

- Financement minimal uniforme par le programme «Horizon Europe» pour les projets cofinancés: afin de simplifier la mise en œuvre des projets cofinancés, l'exigence relative au financement minimal des projets issus du programme Horizon Europe a été adaptée. Un financement minimal uniforme de 30 % est désormais requis dans le cas du programme Horizon Europe.
- Partenariats européens institutionnalisés: la Commission a également précisé que les contributions des États membres aux partenariats européens institutionnalisés, tels que définis dans le programme Horizon Europe, sont admissibles tant que les règles du programme Horizon Europe sont respectées et que la sélection des projets est effectuée par des experts indépendants.

Fonds InvestEU

La proposition mise à jour de modification du RGEC intègre les principales modifications suivantes relatives au Fonds InvestEU:

- Définitions: sur la base des observations formulées lors de la première consultation publique, la Commission a aligné plusieurs définitions sur les définitions reprises dans le règlement InvestEU (telles que les définitions de «garantie de l'UE» et de «partenaire chargé de la mise en œuvre») et sur les définitions déjà présentes dans le RGEC (comme la définition d'«entreprise innovante»).
- Seuils de financement prévus aux articles 56 *sexies* et 56 *septies*: un certain nombre de commentateurs ont considéré, lors de la première consultation publique, que certains seuils de notification étaient trop faibles (pour les énergies renouvelables, par exemple) et qu'il existe une différence injustifiée entre les seuils de notification applicables à certaines catégories de financement des PME. La Commission a adapté les seuils de financement concernés, en tenant compte de la corrélation nécessaire entre les seuils de financement de la section 16 (exprimés en financement total) et les seuils de notification actuels des dispositions existantes du RGEC (généralement exprimés non pas en financement total mais en montants d'aide).
- Conditions d'admissibilité prévues aux articles 56 *sexies* et 56 *septies*: les parties prenantes et les États membres ont mentionné la nécessité d'adapter les conditions de fixation des taux d'intérêt visées à l'article 56 *sexies*, paragraphe 2, (ainsi, ces taux ne doivent pas faire directement référence aux taux IBOR) et les limitations de la durée des prêts et des garanties en faveur des PME au regard de l'article 56 *sexies*, paragraphe 11, point b) [devenu l'article 56 *sexies*, paragraphe 9, point b), dans la version mise à jour]. La nouvelle proposition répond à ces préoccupations. En outre, la Commission a simplifié les conditions prévues à l'article 56 *septies* et relatives aux produits financiers commerciaux intermédiés mis en œuvre dans le cadre du Fonds InvestEU.

- Ajout/suppression de catégories de projets à l'article 56 *sexies*: la Commission a clarifié et ajouté un certain nombre de catégories de projets qui bénéficieront du traitement simplifié au titre de la nouvelle section 16. La Commission a ajouté une nouvelle disposition relative aux aides en faveur des investissements dans l'efficacité énergétique et aux aides en faveur de la construction ou de la mise à niveau d'installations de pôles d'innovation. À l'inverse, la Commission a écarté les projets qui, dans la plupart des cas, sont de nature non économique (tels que les investissements dans les infrastructures ferroviaires). En outre, plusieurs catégories de projets liés aux infrastructures à haut débit admissibles à un financement au titre du règlement MIE2 et du Fonds InvestEU ont été ajoutées.
- Exigence relative à l'évaluation: la Commission a précisé dans quels cas s'appliquera l'exigence relative à l'évaluation qui concerne les régimes d'aides d'État d'un montant supérieur à 150 millions d'EUR dans le contexte des fonds nationaux combinés à des financements au titre du Fonds InvestEU.

Prochaines étapes

Au terme de la présente consultation publique, et sur la base des informations transmises par les parties prenantes, la Commission réexaminera le projet de règlement en vue d'en adopter la version finale avant la fin de l'année 2020, soit en temps utile pour le prochain CFP.